

plus grand soin d'éloigner toute éventualité dangereuse, et comme l'opinion publique en Angleterre est surtout désireuse de la paix, l'organe du ministère ne croit pas avoir de plus sûr moyen de le servir que de faire croire que la paix ne sera pas troublée.

Ce moyen serait excellent, si on pouvait ajouter foi aux assertions du *Morning-Post*; mais il faut espérer que d'ici au jour du vote décisif le cabinet aura trouvé des points d'appui plus solides que ces vagues déclarations. Je sais qu'il cherche à exciter dans l'esprit du peuple anglais ses instincts religieux; il signale à la protestante Angleterre les manœuvres de ses adversaires comme étant faites dans un intérêt catholique. Il est même probable que, dans les discussions de la Chambre qui précéderont le vote, quelque orateur, ami de lord Palmerston, prendra la parole pour dévoiler l'espèce de pacte conclu entre lord Derby et les catholiques irlandais.

On s'accorde encore à Paris du journal de M. Veullot. On me parlait aujourd'hui de l'intention qu'il serait la propriété de l'*Univers* d'intenter au gouvernement une action judiciaire; ce serait une revendication en dommages et intérêts. Elle serait basée sur les considérations que voici : — La suppression de l'*Univers* ne peut être assimilée à une confiscation, puisque la confiscation n'est pas admise par la loi française. C'est donc une expropriation pour cause d'utilité publique; dans ce cas, la loi accorde une indemnité au propriétaire exproprié. — Pour que ces raisons fussent admises, il faudrait qu'un journal pût être assimilé à une propriété immobilière; ce qui serait assés conforme à la consultation obtenue tout récemment par M. le comte d'Haussonville dans un cas analogue.

Quoi qu'il arrive, les propriétaires de l'*Univers* étaient bien prévenus du dommage qui leur est causé, et ils l'ont même encouru volontairement. Le jour où il reçut l'Encyclique, M. Louis Veullot les réunis, leur lut ce document et leur signala les dangers que courrait le journal en le publiant. Les propriétaires répondirent tous : « Périssent le journal, mais imprimons l'Encyclique. » Le lendemain, l'Encyclique était imprimée et le journal supprimé.

On lit dans le *Journal des Débats* :

Les journaux anglais sont depuis quelques jours fort occupés d'une nouvelle phase de la question italienne, et le *Morning-Post* a affirmé dans un de ses derniers numéros qu'il existe de fait une alliance entre l'Angleterre et la France pour le règlement de cette question. Le *Morning-Post* a même indiqué les conditions de cette alliance et ce qu'il appelle « ses conséquences évidentes et palpables. » Des renseignements que nous avons reçus simultanément de plusieurs capitales, et notamment de Londres et de Berlin, nous permettent de préciser les indications du *Morning-Post* et de les compléter.

C'est le cabinet britannique qui a pris l'initiative des négociations qui se suivent en ce moment entre les divers cours. Vers le 25 janvier, ce cabinet proposa d'envoyer au parlement un projet d'arrangement d'après lequel :

Les Etats de l'Italie centrale seraient appelés à exprimer solennellement leurs vœux pour ou contre la restauration de leurs anciens souverains, pour ou contre leur annexion au Piémont, au moyen d'une nouvelle délibération de leurs assemblées représentatives réduites. Si le vote était favorable à l'annexion, le roi de Sardaigne prendrait immédiatement possession des susdits Etats, où il s'abstiendrait d'envoyer des troupes jusqu'à l'émission du vote.

La France et l'Autriche s'engageraient dans une convention spéciale à ne point intervenir désormais par la force dans les affaires intérieures de l'Italie, sauf le cas où elles y seraient autorisées par l'accord unanime des cinq grandes puissances européennes.

— En exécution de cette convention, le gouvernement français se concentrerait avec le gouvernement pontifical pour l'évacuation de Rome par les troupes françaises. Avant de fixer l'époque et le mode de cette évacuation, on s'assurerait que le pape est en mesure d'établir et de maintenir dans Rome une garnison suffisante, formée de ses propres troupes, et de défendre son autorité contre le désordre et l'anarchie; on prendrait tout soin de protéger le gouvernement du roi de Sardaigne, on dirait en même temps on préparerait l'évacuation des provinces du nord de l'Italie par les troupes françaises dans un délai convenable.

— Ni les puissances de l'Europe ni aucune d'elles n'interviendrait dans le gouvernement intérieur de la Vénétie, qui ne pourrait pas être, quant à présent, le sujet d'une négociation spéciale.

Nous ignorons comment l'Autriche a reçu cette communication du cabinet britannique; quant au gouvernement français, on assure qu'avant de donner une réponse définitive, il a voulu connaître les intentions de la cour de Vienne et s'informer des dispositions de la Prusse et de la Russie.

En ce qui concerne le gouvernement du roi de Sardaigne, on doit croire qu'il apportera dans la négociation les dispositions les plus conciliantes, tout en insistant auprès de la France, afin que la France renouvelle ses réclamations en faveur de la Vénétie.

Cette conduite, nous dit-on, est indiquée au gouvernement sarde par l'état actuel des choses. L'Italie est depuis huit mois dans une situation équivoque et précaire; son avenir est rempli d'incertitude, et il ne faudrait pas s'exposer à se produire sur quelques points une agitation qui exposerait déjà certains intérêts impérieux, tels que, par exemple, que l'entente de l'Allemagne, laquelle, au point de vue public, est l'agent du gouvernement pontifical. Ces embêtements menacent les populations et les troupes italiennes; ils blessent et offensent les soldats suisses eux-mêmes, si fidèles et si dévoués jusqu'ici. On ne saurait méconnaître qu'il y a là plus d'une cause sérieuse de troubles et d'inquiétude.

Le cabinet de Turin le comprend, et il continuera de donner partout en Italie des conseils pacifiques qui ne seront point sans effet sur les populations de l'Italie centrale, mais dont les populations de la Vénétie seront probablement peu touchées, parce qu'elles ne sont point soumises à son action. Cette action sera donc limitée à la Vénétie, et elle sera surtout non-seulement parce que la voix du Piémont y est connue, mais surtout parce que les hommes influents de ces provinces ont des longtempes comparés que si l'on voulait ne pas compromettre le succès de la cause nationale, il fallait s'abstenir de toute manifestation imprudente.

Le secrétaire de la rédaction, F. CAMU.

Le comte Aresé, dont il est question dans les dernières dépêches télégraphiques de Turin, vient d'arriver à Paris.

La Presse publie un Bulletin commercial auquel nous empruntons les renseignements suivants :

L'agitation qui avait eu lieu au milieu de nos grandes manufactures, après la publication du programme de réforme douanière, commence à se calmer. On n'entend plus parler de la nécessité de fermer des usines, et les manufactures, comprenant qu'elles ne peuvent plus espérer obtenir de nouveaux délais, cherchent à se préparer sérieusement à soutenir la concurrence des produits étrangers et à écouler les marchandises et les matières qu'ils ont encore entre les mains. Le commerce aura à traverser une période de transition pendant laquelle il faut bien s'attendre à un grand marasme dans les affaires; mais ce qui rend cette transition moins pénible, c'est que, depuis la crise de 1857-1858, nos manufactures n'ont presque pas fait d'approvisionnements, et n'ont travaillé que sur commande. Nos stocks se sont en même temps dégaînés de marchandises.

Cependant, on a déjà pu apercevoir du désir des détenteurs de matières premières et de produits fabriqués d'écouler ce qui leur reste en magasin, et en même temps du peu d'empressement des acheteurs à se charger de nouvelles marchandises. La baisse est à peu près générale sur les denrées coloniales et sur un grand nombre d'articles qui doivent être compris dans la réforme douanière. Les filateurs de Rouen et de l'Alsace ayant renoncé à leurs achats aux besoins du moment, les cotons en laine arrivent fléchis au Havre; et quoique ce mouvement ait été arrêté par des avis de hausse de New-York, les affaires sont difficiles et les manufactures ont été obligées, de leur côté, de réduire les prix des fils et des calicots.

La fabrique de Lyon ne se ressent pas de cette influence, mais les affaires y sont néanmoins plus sombres que cette place, par suite des nouvelles d'Amérique qui font croire que les Américains ne restent encore quelques semaines en retard de leur commission importante. Il résulte de temps sans en voir de New-York que l'on a beaucoup exagéré la situation du marché américain. Il y a eu quelques embarras, mais qui n'ont jamais donné lieu de craindre une nouvelle crise.

Les sucres de toutes les provenances sont en baisse. Cet article est, comme on sait, un de ceux qui doivent être admis avec une réduction successive des droits d'entrée, qui doit nécessairement être accompagnée d'une diminution correspondante de droits sur les sucres indigènes.

Le stock des cafés est en baisse, et les prix se sont maintenus très-faibles sur cette marchandise.

La baisse a fait de nouveaux progrès sur les céréales.

Les arrivages de vins à Bercy et à l'entrepôt par chemins de fer et par eau diminuent chaque semaine, et les affaires sont très-restrictes en vins nouveaux. Elles ne pourront reprendre que lorsque la consommation aura épuisé les grands approvisionnements qu'elle a faits pendant les derniers mois de l'année dernière. Les vins vieux sont en grande faveur, et comme il en reste peu chez les propriétaires de vignobles, les détenteurs refusent de faire aucune concession sur les prix.

Les nouvelles agricoles des divers points de la France sont bonnes. Dans la plus grande partie des départements, le temps a été favorable aux labours d'automne; et, grâce aux dernières pluies, la terre sera bien disposée pour les semailles du printemps. On a pu pratiquer avec facilité le défoncement des terrains et les travaux de drainage.

Toutes les phases de la belle éclipse qui a eu lieu cette nuit, ont pu être observées par les astronomes et les amateurs sans la moindre interruption, grâce à la pureté absolue dans laquelle le ciel s'est maintenu toute la nuit. L'éclipse a été des 8 dixièmes du disque lunaire.

Une forte marée, secondée par des vents de nord-ouest soufflant en foule, a fait monter, hier, les eaux de la Seine, dans le port de Rouen, à une hauteur inaccoutumée.

— Il y a temps d'arrêt dans la diminution du niveau de la Seine. A midi, aujourd'hui, ce niveau se maintenait fermement à 4 mètres 20 au-dessus de zéro aux échelles du Pont-Royal.

Les affaires ont été à peu près aussi insignifiantes qu'à la Bourse d'hier, et, par suite, les cours des rentes et des valeurs ont éprouvé peu de variations. Le 3 p. c. a ouvert à 67.35, et a rétrogradé un instant à 67.45, mais il s'est tenu pendant la plus grande partie du marché de 67.50 à 67.60. Les chemins étaient également immobiles. Vers la fin de la Bourse, les cours avaient une tendance à la reprise. Le 3 p. c. est revenu dans la journée d'ouverture à 67.65 et au moment de la clôture on a coté 67.75; les autres valeurs s'étaient également améliorées.

Le 3 p. c. a été fermement à 67.75, en hausse de 15 c., et au comptant, à 67.80, en hausse de 25 c. Le 4 1/2 p. c. au comptant reste à 67.35, en baisse de 05 c., et à terme, à 67.45. Le Crédit mobilier, au comptant, est à 2,810, en baisse de 10 fr. Le Crédit mobilier, au comptant, est à 742.50, en hausse de 5 fr., et à terme à 740, en hausse de 5 fr. L'emprunt non-échantillonné a été négocié à 68.65 et 68.70, les titres échantillonnés sont à 69 fr.

La première cote des consolidés anglais est arrivée avec 1/8 de baisse, à 38 1/2, et la seconde également avec 1/8 de dépréciation, à 34 1/4.

Les 480 de FER. — Quatre lignes sont en hausse et six en baisse. Au comptant, la hausse est de 5 fr. sur l'Est, à 630, et sur le Lyon-Méditerranée, à 680; de 2.35 sur le Nord-Est, à 333.75, et de 1.25 sur le Saragossa, à 451.25. La baisse est de 7.50 sur le Lyon-Genève, à 492.50, et sur le Midi, à 420; de 5 fr. sur la Société autrichienne, à 190, et sur les

Romains, à 350; de 2.50 sur l'Orléans, à 1.350, et sur les Russes, de 1.25, à 483. Il n'y a pas de changement sur le Nord ancien, sur le Nord nouveau, sur les Russes libérés et sur le Sud-autrichien-lombard. Les Ardennes nouvelles n'ont été négociées qu'à terme au cours de 472.50. Sont restées sans affaires : l'Ouest, le Dauphiné et les Ardennes anciennes. L'Ouest suisse a fermé à 270.

FONDS ÉTRANGERS. — Le 5 p. c. piémontais a monté de 1 fr., à 81. Le 5 p. c. espagnol a haussé de 1/4, de 33 à 33 1/4; les passives ont la même différence, à 11 1/2. L'Autriche est en hausse de 1/2, la hausse a fermé à 42.75, à la fin du jour à 43.18, 1/4, 3/8 et 5/8; le 3 p. c. ext. (1811) s'est tenu de 41.12 à 3/4; les coupures de la dette intérieure n'ont eu qu'un seul cours, 43.1/4. Le 5 p. c. autrichien est coté 76; le 5 p. c. romain a monté quelque faiblesse; il a débuté en baisse à 79.3/4, s'est relevé à 80, est retombé à 79.1/2, pour revenir à 80 et former à 79.3/4, en baisse de 1/4.

ANGLETERRE.

Voici en quels termes le *Morning-Post* annonce l'ajournement de l'exposé financier de M. Gladstone :

Nous sommes priés d'annoncer que le chancelier de l'Échiquier a été alité depuis le conseil de cabinet de vendredi. Dans ces circonstances, son médecin a cru devoir lui conseiller de ne pas s'occuper des affaires pendant un jour ou deux; mais jeudi ou vendredi, M. Gladstone espère pouvoir présenter son exposé financier à la Chambre des communes.

La dépêche suivante, venue de Paris, a été adressée aux journaux anglais par l'agence Reuters :

Il y a quelques jours, lord Cowley a communiqué à M. Thouvernel un projet du cabinet anglais pour régler définitif de la question italienne. Ce projet contient les points suivants :

1° Le principe de non-intervention sera entendu dans un sens abstrait :

« La Vénétie restera en dehors de toutes les négociations au sujet des nouveaux arrangements territoriaux, et continuera à être soumise au gouvernement autrichien. »

« Les habitants de l'Italie centrale seront de nouveau invités à voter leurs Constitutions. S'ils se prononcent pour l'annexion à la Sardaigne, cette dernière puissance sera autorisée à remplir leurs vœux; »

« La Sardaigne s'abstiendra de toute mesure destinée à favoriser l'annexion, jusqu'à ce que le vote des Etats italiens ait eu lieu; »

« La France retirera ses troupes de Rome et des autres parties de l'Italie. »

« M. Thouvernel a déclaré qu'avant de donner une réponse définitive aux propositions du cabinet anglais, le gouvernement français jugerait indispensable de connaître les vues de l'Autriche. Le courrier apportant la réponse de l'Autriche n'est pas attendu à Paris avant la fin de la semaine.

Le *Morning-Post* accompagne cette dépêche des commentaires suivants :

La dépêche précédente confirme exactement l'esquisse que nous avons tracée du projet de convention entre la France et l'Angleterre pour le règlement de la question italienne. Bien que contenant quelques inexactitudes de mots, cet exposé des cinq points proposés par le gouvernement anglais n'est pas moins correct en substance. Il n'y a, croyons-nous, aucun motif de douter de l'exactitude de cette assertion que le ministre français des affaires étrangères, après avoir pris les ordres de son souverain, a fait savoir à lord Cowley qu'avant de donner une réponse définitive à la proposition de l'Angleterre, le gouvernement français voulait connaître les vues de l'Autriche. Il y a des formes à observer.

Les vues de l'Autriche sont maintenant parfaitement connues. Nous pouvons compter qu'elle n'apportera point d'obstacles à la solution proposée. Elle restera dans ses frontières, n'attaquera ni le Piémont ni l'Italie centrale, et à moins de circonstances qui n'ont pas en ce moment absolument lieu, elle ne tentera rien pour modifier les frontières de l'Italie.

Le premier point des conventions entre la France et l'Angleterre établit que le principe de la non-intervention sera complètement et absolument appliqué, c'est-à-dire que l'intervention n'existera d'aucune manière, qu'on ne pourra l'abandonner en la forme pour la continuer en fait, et qu'il ne sera pas permis d'exercer une pression diplomatique que d'intervenir dans la manière la plus directe, et dans un mode qui ne laisse complètement libres et sans aucune espèce d'entraves de poursuivre leur but comme ils l'entendent. Toscane, Modène, Parme et les Légations seront délivrées de toute pression étrangère. Les deux puissances occidentales ont résolu de s'interposer et de se lier pour empêcher tous les efforts qui seraient faits pour opprimer ou même intimider les peuples de l'Italie centrale. L'indépendance que ces peuples possèdent en fait est désormais reconnue comme un droit.

Le second article de la stipulation n'est ni moins clair ni moins précis. La France et l'Autriche s'engagent à laisser la Vénétie sous la domination de cette dernière, mais par ses conventions signées à Villafranca, l'Autriche s'est engagée à faire quelques réformes dans sa province de Venise.

Ces réformes ont été offertes aux peuples de l'Italie centrale comme un appât pour les faire revenir sous la puissance de leurs anciens gouvernements. Or, nous n'avons pas foi dans les réformes de l'Autriche. L'Autriche viendrait-elle à déborder demain, dans son territoire vénitien, la plus libérale des Constitutions, donnant les plus larges et les plus grandes garanties pour la liberté et le droit des populations, un homme d'Etat anglais intelligent ne peut que constater que si nous ne pouvons franchir immédiatement Venise, nous ne devons rien faire pour perpétuer son esclavage.

Nous ne devons à aucun prix acheter la liberté de l'Italie centrale au prix de celle de Venise. La liberté de Venise viendra à son heure. Elle ne viendra pas une minute plus tôt que l'heure désignée, malgré le vain espoir d'établir une nationalité italienne à l'abri des actes de l'aigle à deux têtes.

Nous avons la ferme conviction que les mêmes tendances nationales, les mêmes loix politiques qui ont amené la liberté de l'Italie septentrionale et de l'Italie centrale auront les mêmes effets sur les rives de l'Adriatique; mais il ne faut pas cueillir la poire avant qu'elle ne soit mûre.

Par le troisième article, les habitants de la Toscane, de Modène, de Parme et des Légations sont invités à voter sur la forme de leur gouvernement. S'ils renouvellent leur déclaration en faveur de la Sardaigne, cette annexion sera reconnue par la France et par l'Angleterre et regardée comme un fait accompli.

Nous connaissons toutes les objections qui pourraient être soulevées. Nous n'avons pas de raisons de révoquer en doute l'exactitude des assertions d'un publiciste italien distingué, à savoir que les votes déjà rendus par les assemblées n'ont été que l'expression des vœux du pays manifestés de mille manières; qu'elles ont été ratifiées tacitement en désignant toutes les provocations par lesquelles on voulait leur faire fausser route; qu'elles ont été ratifiées dans les élections municipales et dans les délibérations de tous les conseils communaux; enfin, que l'on ne peut opposer rien de raisonnable à la validité des votes déjà exprimés. On peut répondre que puisqu'il y a une unanimité si évidente et si constante, il n'y a pas la moindre raison de penser que cette unanimité doive être démentie dans de nouvelles élections, et que le caractère général et spontané de la démonstration populaire puisse en être affecté.

Il n'est que juste que la Sardaigne s'engage à ne pas influencer les nouvelles élections. Le cheval de bataille des ennemis de l'Italie a été l'accusation mille fois répétée que la Sardaigne a employé l'intrigue, les armées et l'argent pour influencer, même pour intimider les populations italiennes. Tout prétexte au renouvellement de cette accusation doit disparaître.

Il n'est pas un point, par lequel la France s'engage à écouler complètement l'Italie et Rome, mais elle doit naturellement s'abstenir d'envoyer des troupes qui commandent les sens communs, la prudence vulgaire et même la simple humanité. Si l'Italie doit être affranchie de l'influence étrangère, l'influence de la France aussi bien que celle de l'Autriche doit disparaître; mais il ne serait conforme ni à l'honneur de la France ni à la prudence de l'Angleterre, qu'un instant Rome fût dépourvue de toutes troupes étrangères, et que le pape se trouvât abandonné à la merci d'une populace effrénée.

CHAMBRE DES LORDS. — Séance du 6 février.

Le lord-chancelier prend place sur le sac de laine à l'heure habituelle.

LORD GREY et RIBON, répondant à LORD VIVIAN, dit que le gouvernement a grandement apprécié l'acte patriotique des volontaires qui se sont enrôlés. Le corps des volontaires a été constitué de telle sorte qu'il sera un grand accroissement de forces pour la défense du pays. Il serait cependant fâcheux que ce corps devint une charge grevant les revenus de l'Etat.

Le ministère actuel a été plus loin que le précédent ministère dans l'aide qu'il lui a prêté. Tous les volontaires ont été pourvus de fusils, mais on n'a pas jugé utile de les habiliter.

Le nombre des enrôlés s'élève actuellement de 60 à 70,000. Quant à l'artillerie volontaire, le gouvernement prétend lui prêter une grande assistance, mais il ne compte point la payer pour le temps de son instruction. L'exercice est attrayant; mais payer les volontaires serait aller contre la principale cause de leur enrôlement.

LORD VIVIAN demande quelle solde le ministère a l'intention de donner aux sergents instructeurs.

LORD GREY dit que le gouvernement entend que le temps que les sous-officiers passent à instruire les volontaires leur compte pour leur retraite, mais que les dépenses nécessaires par l'engagement de ces instructeurs soient supportées par les régiments de volontaires.

LORD NORMANBY précise les termes de la motion qu'il veut faire le lendemain au sujet de l'annexion du duché de Savoie et du comté de Nice à la France.

Le COMTE DONOFRANCO demande si ce que disent les journaux du traité de commerce est exact.

LORD GRANVILLE dit que si le noble comte lui eût donné communication de l'article publié par les journaux, il eût pu lui faire une réponse satisfaisante. Le retard apporté à la publication du traité provient de l'ajournement de l'exposé financier du lord-chancelier.

LORD DERRY ne peut admettre qu'il faille attendre l'exposé financier pour faire connaître au public les termes du traité. Il est incontestable que les termes du traité seront expliqués par ce document, mais ce traité a une importance politique aussi bien que commerciale.

CHAMBRE DES COMMUNES. — Séance du 6 février.

LORD G. PAGET dépose sur le bureau de la Chambre le budget de la marine.

LORD PALMERSTON dit que la Chambre a probablement connaissance de l'indisposition de son très-honorable ami le chancelier de l'Échiquier. Il est hors d'état de présenter dans cette séance son exposé financier, suivant ce qu'il avait été précédemment convenu et communiqué aux honorables membres. Je suis, toutefois, heureux, ajoute le noble lord, de dire que mon très-honorable ami pourra, vendredi prochain, communiquer son exposé aux honorables membres.

M. DISRAËLI demande au noble lord si le gouvernement a l'intention de communiquer à la Chambre le traité de commerce conclu avec la France et qui préoccupe si vivement aujourd'hui l'attention de la Chambre.

LORD PALMERSTON répond que le traité ne sera déposé sur le bureau de la Chambre que le lendemain, et qu'il sera communiqué à la Chambre exposé vendredi soir. (Oh oui sur les bancs de l'opposition.)

M. KINGLAKE prévient la Chambre qu'il fera une motion tendante à ce que le gouvernement produise la correspondance échangée entre le gouvernement anglais et la France, relativement à l'intention attribuée à cette dernière puissance d'annexer Nice et la Savoie.

M. HORSFALL interpelle le secrétaire de l'amirauté pour savoir si le gouvernement se propose de faire droit à la recommandation de la commission d'équipement de la marine, tendant à ce que douze vaisseaux-

écoles soient établis aux principaux ports de commerce, et, en ce cas, dans combien de temps cette recommandation sera mise à exécution.

LORD G. PAGET répond que l'on ne pense point, quant à présent, à exécuter le projet dont il s'agit, à cause des dépenses qu'il nécessiterait.

PRUSSE.

On écrit de Berlin, le 6 février.

Nous apprenons de bonne source, dit le *Volkszeitung*, que, sur le rapport des ministres de l'intérieur, des finances, du commerce et des cultes, le prince-régent a enfin signé l'ordre de cabinet qui décrète l'agrandissement de Berlin par l'incorporation dans cette capitale d'une partie des communes d'Alt-Schneeberg, de Charlottenbourg, de Tempelhof, de Moabit et de Wedding. Voilà donc cette grande question réglée selon les désirs des populations, et Berlin va prendre rang parmi les grandes villes du monde.

Le prince-régent a visité ce matin les canons rayés exposés à l'arsenal.

AUTRICHE.

Vienne, le 5 février.

La *Gazette de Vienne* annonce officiellement aujourd'hui la nomination du feldzeugmeister Benedek comme chef de l'état-major général.

L'archiduc Albert, gouverneur de la Hongrie, est arrivé hier de Bude pour passer quelques jours à Vienne.

Le *Lloyd de Pesth* a reçu, le 3, un second avertissement, pour avoir reproduit depuis quelque temps une foule d'articles empruntés à des journaux étrangers à la Hongrie, tendant à faire suspecter les intentions du gouvernement et à affaiblir la confiance en lui, et tout particulièrement une correspondance des *Dernières nouvelles* de Vienne, sur les commissions d'hommes de confiance. « Nous regrettons d'autant plus cette mesure, dit la rédaction du *Lloyd*, que dans trois jours notre premier avertissement allait être prescrit. »

Notre presse va s'augmenter d'un nouveau journal, organe du parti aristocratique, lequel se fonde sous les auspices des princes de Salms-Reifferscheid et de Colloredo Mansfeld, et des comtes Volkenstein, Watterkirchen, Clam-Martinitz et Belcredi. D'après le programme déjà publié, le *Neue Presse* jugera que cette même feuille représentera la même couleur qu'à Berlin la *Neuzeitung* de Prusse.

Les négociations entamées entre la Banque Nationale et une société belge au sujet de la vente d'une partie des biens de l'Etat n'ont pas abouti jusqu'à présent, mais on espère qu'elles aboutiront bientôt. Il ne peut, du reste, être question de transformer tout de suite en espèces sonnantes les biens de l'Etat donnés en garantie à la Banque. On devra se contenter de voir les capitaux étrangers prendre part à l'exploitation des trésors agricoles que peut encore produire le sol de l'Autriche. Et l'on peut espérer cela positivement, d'après la marche des négociations.

Une correspondance adressée de la Hollande à la *Gazette de Cologne* se plaint beaucoup de l'usage qu'on a conservé en Autriche, aux établissements de quarantaine des frontières, de percer, prétendument par raison sanitaire, toutes les lettres venant des Principautés danubiennes. Chaque jour il arrive en Hollande des lettres contenant des effets de commerce ou des documents mutilés à tel point qu'ils ne peuvent plus servir.

ITALIE.

Turin, 4 février.

Un article qui a paru le jour la *Patrie*, sur la question de Nice et de la Savoie, est l'objet des observations de nos feuilles italiennes. Le *Patrie*, qui ne l'avez pas publié, reproche au *gouvernement* d'avoir empêché la libre manifestation des vœux annexionnistes de ces provinces, quand il les voit avec plaisir, à son profit, sur d'autres points de l'Italie.

Je remarque que les organes italiens sont d'accord pour répondre à la *Patrie*. Une chose qui est assez précise et que l'*Opinion* formule peut-être d'après une haute autorité ministérielle : « Ce n'est pas le cas de rechercher à présent quelles intelligences et quels accords il a pu y avoir. Qu'il nous suffise d'observer que, pour le présent, il s'agit de nous enlever des positions importantes, alors que nous n'en avons pas acquis d'équivalentes, alors que la Vénétie est au pouvoir de l'Autriche. » Il est assez clair d'après cela, que la cession de la Savoie et de Nice était primitivement une idée corrective à celle de la conquête de la Vénétie.

La question rest de savoir si le Centre italien peut être considéré comme un équivalent de la Vénétie? Militairement, non.

Il paraît que les polémiques auxquelles donne lieu la question de la cession agitent fort les passions, tant en Savoie qu'à Nice. Les partisans adverses des deux tendances sont fort excités les uns contre les autres : « *Si guardano tra loro come cani e gatti*, dit la *Gazette del Popolo*; ils se regardent entre eux comme chiens et chats. »

Le nouveau conseil municipal de Nice a ouvert ses délibérations par une protestation que l'on dit énergique contre les idées annexionnistes.

Le nouveau ministre de la justice sarde, M. Cassinini, continue, paraît-il, les réformes de son prédécesseur sous le cabinet Rattazzi. Il fait refondre le Code civil. On assure que des légistes des provinces du Centre ont été appelés par lui dans la commission judiciaire : nouvel indice de fusion.

Il y a eu positivement, tous renseignements pris, une nuance conservatrice ou anti-libérale un peu notable dans les élections administratives des campagnes; ce résultat provoque une activité libérale à l'approche des élections politiques.

La question de l'abolition du concordat autrichien avec Rome, en ce qui concerne la Lombardie, est soumise au conseil d'Etat sarde. L'affirmative est très-probable.

Le mariage de Garibaldi est en l'air. La vérité, c'est que le mariage a eu lieu très-certainement, mais que de douloureuses circonstances, des lettres envoyées après la cérémonie, le tout résultant d'une vengeance personnelle, ont obligé Garibaldi à s'éloigner immédiatement. Garibaldi, accompagné de sa fille Teresa, s'est retiré dans sa petite île de Caprera.

Après, près de la Sardaigne, dans un rocher, un flot, on l'a été donné à Garibaldi, dans le but de lui faire occuper un point stratégique avant la guerre d'Italie, et, après un douloureux épisode, il y retourne chercher du repos. Dans cette circonstance de son mariage, il avait été en quelque sorte forcé; il résista beaucoup à un enthousiasme bizarre. Cet incident étrange d'une vie romanesque ne peut être mal interprété contre lui.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Séance du 8 février.

(Présidence de M. ORTS, président.)

La séance est ouverte à 21 1/2 heures par l'appel nominal, la lecture du procès-verbal de la séance précédente et l'analyse des pièces présentées à la Chambre.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du budget de l'intérieur.

La discussion continue sur le chapitre relatif à l'instruction publique.

M. DEVAUX. Je ne veux pas prolonger les débats. Il me semble que le moment n'est pas venu d'approfondir toutes les questions qui se rattachent à l'instruction publique. Je n'en ai pas le temps. M. Dumortier a dit qu'il était moi qui avais fait le projet de loi de 1857. Cela n'est pas exact. La section centrale a adopté plusieurs de mes idées, mais il y a d'autres parties que j'ai combattues. Ainsi, je me suis prononcé pour le rétablissement du grade d'école universitaire; j'ai demandé la suppression de l'examen écrit et la diminution des matières d'examen. Quant aux cours à certificats, on a cité les rapports des présidents des jurys; mais les présidents des jurys se sont fait l'écho de ce qu'ils avaient entendu dire, car il est à remarquer qu'ils ne peuvent avoir aucune connaissance personnelle sur la question. Je sais bien que les cours sont ou non fréquentés.

Je suis de l'avis des orateurs qui ont parlé sur l'enseignement moyen. Je crois que le programme des études n'est pas trop chargé et qu'on aura à l'augmenter plutôt que d'y faire des retranchements. Je reviendrai sur cette question quand nous aurons à discuter les modifications à introduire dans la loi de 1857.

L'honorable M. de Boe vous a parlé de ce qui se fait en France, de l'excellence des cours, qui sont très-suivis et qui ne sont pas sujets à examen. Je ne crains pas de dire que dans quelques années les cours à certificats auront de sérieux concurrents et auront le plus d'attrait. De plus, l'épreuve est trop courte encore pour qu'on puisse juger des résultats. Si fallait les apprécier dès à présent, je pourrais que le système a déjà produit une grande partie des résultats qu'on en attendait.

On a demandé la publicité des cours. J'y verrais des avantages; mais il y a aussi de grandes difficultés pratiques; la première, c'est de décréter cette publicité. Ouvrez des cours à Bruxelles où il y a un grand nombre d'hommes qui suivent des études littéraires et scientifiques, vous verrez très-fréquentés; mais dans les villes industrielles vous verrez très-peu de cours.

Il faudrait que la fréquentation des cours fût gratuite, si on la rend publique, or, il y a là une difficulté sérieuse. Comment distinguera-t-on entre l'élève universitaire et l'auditeur libre?

C'est pas, du reste, avec des mesures administratives qu'on peut relever l'enseignement. Le point important est le bon choix des professeurs. Quand une place devient vacante, le ministre doit bien être convaincu qu'il a un grand devoir à remplir envers la science et le pays. Je suis d'accord avec les orateurs qui ont signalé la difficulté qu'il y a à trouver des hommes capables pour les cours de professeurs, cela s'explique puisque ces écoles normales ont été fondées exprès pour former une pépinière de professeurs. Il en est de même pour l'école du génie, l'école des mines et l'école militaire. Du reste, il y a dans le pays bien d'autres établissements où l'on forme d'excellents élèves que le gouvernement nomme très-souvent, mais de préférence aux candidats des écoles normales. L'examen de professeur agrégé des lettres est beaucoup plus fort que l'épreuve du doctorat en lettres.

La discussion s'élève à l'enseignement supérieur sont adoptés.

M. DUMORTIER demande que dans le choix des professeurs de l'enseignement moyen on donne la préférence aux docteurs en philosophie, lettres et sciences, sur les candidats qui se sont bornés à suivre les cours des écoles normales. L'école normale des humanités à Liège